

# France, où va ton élevage ?

**E**n juin dernier, l'interprofession porcine jetait un pavé dans la mare avec la publication d'un « Manifeste pour la sauvegarde de l'élevage en France », demandant aux autres filières animales de la rejoindre. Poids des réglementations et dénigrement des éleveurs étaient mis en avant, mais également la crainte que certaines filières françaises soient dans l'incapacité de répondre à la demande des consommateurs. En 2022, le taux d'autoapprovisionnement de la France en viandes n'est plus en effet que de 91 % contre 118 % en 2000 (lire p. 16) !

Les autres secteurs (bovins viande, bovins lait, volailles...) manifestent aussi régulièrement leurs inquiétudes. Alors qu'un poulet sur deux vient de l'étranger, les professionnels pointent du doigt l'envolée des importations à bas prix d'Ukraine. Début octobre, la filière viande bovine a demandé un plan de souveraineté pour faire face à la décapitalisation du cheptel et assurer la souveraineté alimentaire du pays. Réponse du gouvernement au Sommet de l'élevage : un ensemble de dispositions comprenant entre autres une mesure de défiscalisation de 150 euros par vache. Pour

autant, tout n'est pas réglé. N'oublions pas qu'à la demande du gouvernement fin 2017, des plans avaient été élaborés pour chaque filière.

**Les lignes doivent bouger si l'on veut qu'il y ait suffisamment d'éleveurs demain en France.**

Au fil des ans, l'élevage a connu de profonds bouleversements, comme le montre une étude récemment présentée par les chambres d'agriculture : le nombre d'exploitations a fortement baissé, particulièrement en lait où elles sont passées de 175 000 en 1988 à 35 000 en 2020 ; quel que soit le secteur, le cheptel recule, ce qui pose la question de l'approvisionnement national et de

la dépendance croissante aux importations ; la consommation moyenne de viande d'un Français a diminué de 15 kg entre 1980 et 2021 ; la liste des facteurs contribuant au discrédit de l'élevage s'est allongée et renforcée. La prospective menée dans cette étude indique que prolonger la tendance actuelle, avec notamment les critiques envers l'élevage, entraînerait la poursuite de la décapitalisation.

Deux autres scénarios sont proposés. L'un vise à affirmer la souveraineté alimentaire de l'UE, en suspendant en particulier les accords de libre-échange et en se repositionnant à l'exportation. Il dynamiserait le secteur. Un troisième table sur un compromis entre la société civile, les ONG et les éleveurs en renonçant aux échanges internationaux, avec des filières territorialisées et de nouvelles pratiques. Une hausse des effectifs d'éleveurs en découlerait. Entre ces scénarios très différents, difficile de savoir quel sera le chemin emprunté. Mais il est clair que les lignes doivent bouger si l'on veut qu'il y ait suffisamment d'éleveurs demain en France, et que ceux-ci gagnent correctement leur vie tout en étant respectés par leurs concitoyens. L'élevage a beaucoup d'atouts à faire valoir, notamment l'occupation de nos territoires.



**Yvon Herry,**  
directeur de la rédaction